

## Richard Sennett: «La gare du Nord est emblématique du fossé entre l'urbanisme et la vie»

PAR JOSEPH CONFAVREUX  
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 4 OCTOBRE 2019

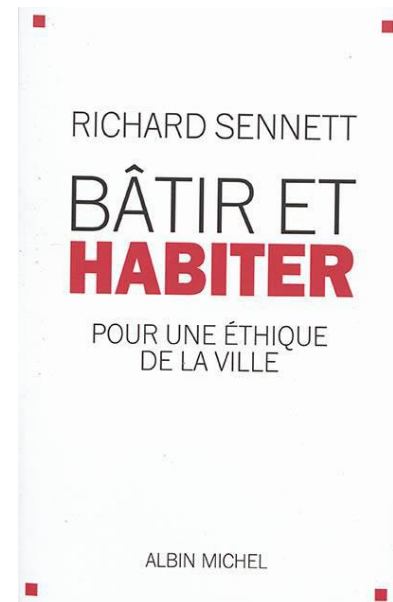


La façade de la gare du Nord vers 1900.

L'urbaniste, philosophe et sociologue Richard Sennett s'interroge, dans son dernier livre, sur les relations entre la ville et la vie, afin de comprendre si l'urbanisme doit représenter la société telle qu'elle est, ou tenter de la changer, et si oui comment. Entretien sur la gare du Nord, l'éthique urbaine et le Brexit, avec cet Américain, londonien d'adoption.

Le dernier ouvrage de l'urbaniste, philosophe et sociologue américain, Richard Sennett, auteur notamment du *Travail sans qualités* et de *Ce que sait la main*, n'est pas un traité d'architecture ou un manifeste théorique. Intitulé *Bâtir et habiter. Pour une éthique de la ville* (Albin Michel), il se fonde sur

une multitude d'expériences urbaines pour tenter de comprendre ce que l'homme fait à la ville et ce que la ville peut faire à l'homme.



Il reprend pour cela une histoire longue, débutée au XIX<sup>e</sup> siècle avec la « grande génération » des urbanistes, incarnée par Ildefons Cerdà qui a conçu la grille urbaine de Barcelone ; le baron Haussmann qui a transformé Paris ; et Frederick Law Olmsted qui a construit Central Park à New York, en espérant mêler dans cette nature artificielle des races et des classes qui s'ignoraient sur leur lieu de travail.

Jugeant que « Haussmann voulait rendre la ville accessible, Cerdà la voulait égalitaire, Olmsted la désirait sociable », il constate qu'il y a toujours eu loin de la planification à la réalité : « C'est un grand paradoxe que le plus réactionnaire de la Grande Génération, le baron Haussmann, ait créé des rues et des espaces publics qui ont bien fonctionné socialement et que ses succès aient ainsi contredit ses intentions. »

Sennett dresse en effet, au fil des pages et d'un parcours qui le mène de Medellín à Shanghai en passant par la Corée, un constat commun au XIX<sup>e</sup>, au XX<sup>e</sup> comme au début du XXI<sup>e</sup> siècle : la forme d'une ville ne détermine pas les formes de vie, surtout quand elle vise à les simplifier et les séparer, à l'instar de la Charte d'Athènes, qui, en 1933, envisageait

d'aménager les villes autour de quatre thèmes ou fonctions : l'habitat, le travail, la récréation et la circulation.

L'exemple le plus frappant de cette discordance entre le construit et l'habiter est sans doute Brasília, la capitale conçue par Lucio Costa, protégé de Le Corbusier, dans les années 1950. Pour ce pionnier du modernisme brésilien, chaque forme urbaine devait « *représenter un élément spécifique du processus politique* ». Mais, note Sennett, il est « *apparu cependant assez vite que la forme des immeubles de Brasília ne pourrait pas contribuer à la promotion de la démocratie urbaine. Signe de cette limite, une ville plus vaste s'est immédiatement développée autour de la ville planifiée de Brasília : une ville façonnée par les pauvres qui en avaient fait progressivement un lieu certes chaotique, mais socialement et économiquement intense* ».

L'urbaniste doit-il alors « *représenter la société telle qu'elle est ? Doit-il tenter de la changer ?* », interroge alors Richard Sennett, en soulignant qu'il n'existe « *pas de moyen évident de donner une forme spatiale à la justice* ». Une éthique peut-elle « *façonner le plan d'une ville* » ? Et si oui, comment sortir l'urbaniste d'une tenaille où il doit à la fois construire avec les habitants et orienter certains choix pour faire face aux bouleversements climatiques, aux migrations ou aux transformations des modes de vie ? Entretien à l'occasion de son passage à Paris.

**Le débat architectural et urbain qui agite aujourd'hui Paris est celui de la gare du Nord, par laquelle vous venez d'arriver de Londres. De nombreux architectes et, plus récemment, la majorité des élus parisiens, s'opposent à un projet voulu par la SNCF, le groupe Auchan et la Région Île-de-France, accusé d'être beaucoup trop massif, commercial et indifférent à celles et ceux qui pratiquent ce lieu au quotidien. Quel regard**

**portez-vous sur ce cas ? Est-ce un exemple du fait que la « discipline de l'urbanisme s'est muée en une communauté murée », ainsi que vous l'écrivez ?**

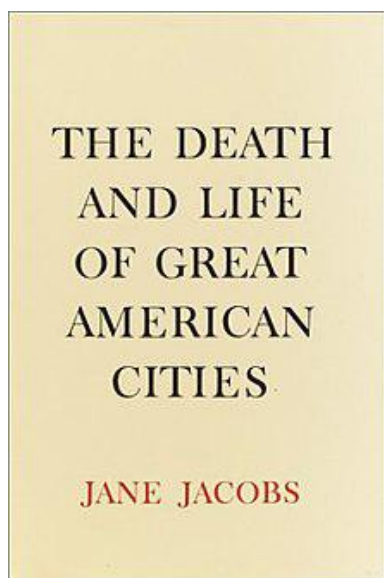
*Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.*

**Richard Sennett** : Le projet envisagé pour la gare du Nord est emblématique du fossé qui existe entre la planification urbaine et la manière dont les gens vivent, circulent et habitent concrètement. Il est aussi symptomatique de l'importance toujours croissante que le capitalisme et les grandes firmes possèdent dans la manière dont se construisent les villes aujourd'hui. Mon sentiment est que ce projet de gare du Nord ne s'inscrit pas bien dans le quartier, ne permet pas d'en renouveler la vie. Le projet est beaucoup trop grand, il y a un problème d'échelle, mais aussi de rapport entre le présent et le futur. Il pose un problème éthique qui incarne l'un des nombreux conflits entre la ville et la cité que je décris dans ce livre où je tente de lier ma pratique d'urbaniste et ma position de philosophe pragmatiste, attentif aux expériences concrètes.

**À quelles conditions peut-on trouver un accord entre la ville, définie comme un lieu physique, et la cité, entendue comme une « représentation mentale, faite de perceptions, de comportements et de croyances » ?**

Nous imaginons normalement qu'une ville doit être construite selon les principes de la cité. Toutefois, mon expérience de planificateur urbain montre que, d'un point de vue éthique, c'est très difficile. Le mode de construction le plus souvent choisi aujourd'hui, partout dans le monde, est celui des « *gated communities* », des enclaves fermées, alors qu'il va à l'encontre de la représentation qu'on se fait de la cité rêvée. Aux États-Unis, c'est un problème profond. Dès qu'une communauté dépasse le seuil de pauvreté, elle cherche à s'isoler de son passé, et des communautés plus pauvres qu'elle. Il existe une asymétrie, une contradiction fondamentale entre la ville et la cité, entre la manière dont on construit les villes et celle dont il faudrait les envisager pour qu'elles continuent à être des lieux ouverts et mixtes.

**Mais quel peut encore être le rôle de l'urbaniste, après tant d'erreurs et d'indifférence au sort des citoyens ? Vous évoquez à plusieurs reprises Jane Jacobs, qui se fit connaître comme activiste dans la campagne qu'elle engagea contre Robert Moses, « l'urbaniste dictatorial de New York, celui qui voulait transformer la 5<sup>e</sup> Avenue en autoroute ». Elle écrivit *The Death and Life of Great American Cities* (1961) où elle plaidait pour une ville informelle et spontanée, en jugeant que les grands schémas directeurs d'urbanisme ne pouvaient qu'étouffer les communautés. Mais vous citez aussi sa querelle avec l'historien et urbaniste Lewis Mumford qui estimait que « l'insistance de Jacobs sur la lenteur et les processus modestes ne suffit pas à lutter contre les grands promoteurs et les entreprises du bâtiment ». Peut-on alors imaginer une planification urbaine à la fois modeste, attentive aux habitants, et ambitieuse face aux forces supérieures qui imposent le plus souvent leurs lois à la ville, qu'elles soient celles du capitalisme globalisé ou du changement climatique ?**



C'est un nœud difficile à résoudre. Quand j'ai pris ma retraite, j'ai travaillé aux Nations unies sur la question des relations entre changement climatique et urbanisme. J'ai dû faire le constat qu'il était rigoureusement impossible de prétendre s'adapter aux

effets du bouleversement climatique sans planification des villes. Il n'existe pas de moyens spontanés de faire face à ce qui est devant nous. La question est de savoir si on peut se donner les moyens de bâtir des villes qui laissent ouvertes les façons de s'adapter ou d'atténuer les effets immenses qu'aura le changement climatique dans les prochaines années. Habituellement, on juge qu'on ne peut aborder les grands problèmes urbains que de manière non démocratique, ou alors avec des consultations de façade, et des recettes urbaines uniformes et industrialisées, comme les digues que l'on installe au large des villes menacées par la montée des eaux.

Je pense toutefois qu'on peut encore imaginer des solutions ouvertes et démocratiques pour permettre aux villes d'affronter les bouleversements climatiques. Après tout, l'urbanisme est né au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque les villes devenaient beaucoup plus grandes et peuplées, et qu'il fallait trouver des solutions pour empêcher la diffusion des maladies. Cela paraissait alors un problème aussi massif que le changement climatique, et cela n'a pas interdit d'imaginer des solutions qui ont permis de tenir à distance les microbes, même dans des situations inédites de densité humaine.

Le changement climatique oblige toutefois à repenser toute notre manière de faire. Nous devons adapter les villes, et non prétendre construire des villes qui résisteront aux bouleversements climatiques. Nous prenons ainsi toute la mesure de la tragédie humaine puisque nous avons longtemps pensé que nous pourrions résoudre tous les problèmes en accentuant nos facultés de domination sur les éléments. Le bouleversement climatique nous oblige à accepter de perdre le contrôle complet que nous pensions avoir sur la ville et la nature. Mais encore une fois, au XIX<sup>e</sup> siècle, l'épidémie de choléra semblait un problème insoluble, qu'il a toutefois été possible d'atténuer. Mais les urbanistes ne peuvent rien, seuls, **face au réveil de Gaïa tel que le décrit mon ami Bruno Latour.**

Je pense toutefois, fidèle à la philosophie pragmatiste, que nous pouvons augmenter l'expérience que nous proposons des villes, de la façon d'y vivre. Que nous pouvons ouvrir les expériences restreintes que nous faisons le plus souvent de l'urbanisme, afin d'ouvrir le champ des possibles.

**À vous lire, le défi de l'urbaniste est, aujourd'hui, de fabriquer des « membranes » ou des « coquilles ». Qu'est-ce que cela signifie ?**



Aldo Van Eyck en 1970.

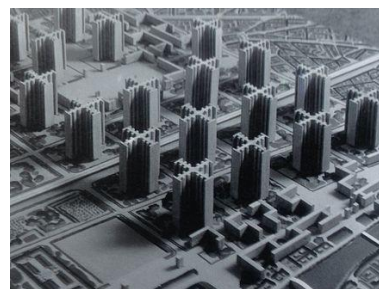
Que même dans une situation où les urbanistes doivent faire preuve de modestie, il est encore possible de faire des choses, d'un point de vue social, en s'intéressant aux zones de contact, aux marges, et en proposant des formes qui ne soient pas définitives et n'imposent pas un seul usage. J'appelle par exemple « membrane » ce qu'a fait Aldo Van Eyck à Amsterdam. Il existait peu d'espaces ludiques et peu de réserves d'espaces, mais il a transformé des lieux inutilisés en parcs urbains, sans pour autant créer des barrières figées avec les rues, car il jugeait que cela n'était pas nécessaire pour que les enfants puissent faire l'expérience de la différence entre l'espace de jeu et la circulation automobile.

Sur le site d'Iquique, l'architecte chilien Alejandro Aravena a, lui, décidé de ne pas fournir un habitat achevé et de qualité inférieure, comme c'est souvent le cas, mais de fabriquer des maisons de bonne facture, mais dont seule la moitié serait terminée, afin que

les habitants puissent eux-mêmes les compléter par leur propre labour. C'est ce que je définis comme un urbanisme de type coquille.

Toutes les opérations urbaines que je décris dans le livre, comme aussi la « planification-semis », ne sont que des outils, ce ne sont pas des solutions ou la panacée. Il faut essayer, sans espérer pour autant que ces outils fonctionnent de manière certaine, afin de créer une ville tortueuse, ouverte, modeste, co-construite par les habitants et les planificateurs.

**Pourquoi a-t-on le sentiment que les villes se ressemblent de plus en plus partout dans le monde ? Alors même qu'on peut estimer que les urbanistes ont cessé d'ignorer l'environnement naturel, à l'instar de ceux qui ont dessiné la grille géométrique de Chicago, en ignorant les vents glaciaux venus du lac Michigan, alors qu'un plan moins rigide aurait permis que des rues courbées ou tortueuses servent de bouclier contre le froid ?**



Maquette du plan Voisin.

L'explication la plus évidente est liée au capitalisme global. Les multinationales standardisent les manières de vivre comme celles de bâtir. Mais la situation actuelle est aussi l'héritière du modernisme, qui a cherché à standardiser l'environnement urbain. L'idée, portée notamment par Le Corbusier et son **plan Voisin pour Paris**, n'était pas aussi négative que la manière dont on la lit aujourd'hui. Les architectes et urbanistes modernistes pensaient que des formes d'habitat standardisées seraient un moyen de donner aux classes populaires, moyennes et supérieures, les mêmes conditions de vie. L'idée était d'égaliser les sociétés en égalisant l'habitat.

Mais ce projet initial a été capté et gaspillé par les forces du capitalisme global, qui se sont servies du langage architectural moderniste pour créer des

infrastructures et des villes à leurs images. C'est cette confluence entre un langage architectural disponible et les moyens mis en œuvre par les grandes firmes capitalistes qui a abouti à la standardisation des villes.

**Le thème dominant de l'urbanisme contemporain est celui de la *smart city*, mal traduit par le terme de « ville intelligente ». Quel regard portez-vous sur celle-ci alors que vous écrivez que « le plan Voisin et la Charte ont tous deux inspiré une version de la *smart city* où l'usage de la technologie est appelé à réduire les confusions de la vie dans un espace complexe » ?**

Il existe deux types de « *smart cities* ». L'une, la plus fréquente et la plus inquiétante, fait usage des technologies pour réguler les activités quotidiennes des gens, en pensant simplifier les fonctions de la ville et orienter la vie des habitants. L'autre utilise le *big data* pour faciliter la participation de tous à la manière dont fonctionne la ville, pour coordonner des activités diverses, pour permettre des usages à la fois efficaces et démocratiques de l'urbanisme.



Plan d'ensemble de Songdo.

À Curitiba, au Brésil, ou dans d'autres villes d'Amérique du Sud, mais aussi à Lyon, on trouve un usage intelligent des technologies pour effectuer des planifications urbaines. Un bon usage des technologies permet de planifier la ville en *bottom-up*, mais l'usage le plus courant, qui se développe notamment en Chine, est celui d'un usage *top-down*. Songdo, en Corée du Sud, à une heure de Séoul, avec son centre de contrôle baptisé le Cockpit, est un autre exemple de *smart city* prescriptive, qui non seulement fonctionne assez mal en matière de prescriptions, mais n'est pas ouverte ni démocratique.

Mais il est toutefois possible de se servir de la technologie pour coordonner plutôt que pour contrôler, et de concevoir une ville intelligente d'un genre différent. Au MIT (Massachusetts Institute of Technology) où j'ai longtemps travaillé, on a longtemps élaboré des technologies pour réguler la ville, mais aujourd'hui, on réfléchit à des programmes qui ne servent pas au pouvoir, mais à celles et ceux qui habitent la ville.

Cela suppose toutefois, comme pour nos ordinateurs où il faut utiliser des systèmes ouverts comme Linux et non des systèmes fermés comme Apple, de comprendre que la technologie dite « *user friendly* » est une technologie d'esclaves, et qu'il est donc nécessaire de faire des efforts si on veut être libre. En matière de technologies, la simplicité et la soumission sont inséparables.

**À partir de l'exemple de Heidegger, et de la façon dont il a fui la métropole pour se réfugier dans une cabane en pleine nature, vous écrivez que « la cabane combine l'exclusion des autres et la simplification de la forme ». Pourtant les cabanes, que ce soit sur la ZAD ou dans les écrits de Marielle Macé, semblent aujourd'hui incarner une forme de résistance au monde capitaliste. Vous n'y croyez pas ?**

Pas du tout. La liberté implique de refuser de se retirer dans la nature et de lutter en ville. J'avoue que je déteste personnellement la campagne et que beaucoup des écologistes avec lesquels je travaille sont choqués par mes propos sur le sujet. Mais je pense sincèrement que la retraite dans la nature est une forme de simplification de la vie qui est incompatible avec la liberté de chacun et de tous. Pour moi, être en vie signifie vivre en ville.

**Vous mettez en question l'idée que la ville physique puisse facilement résoudre des problèmes politiques. « Utiliser du verre borosilicate dans les immeubles rendra-t-il les gens plus tolérants vis-à-vis des migrants ? », ironisez-vous, en consacrant plusieurs pages à la manière dont les migrants sont aujourd'hui à la fois parmi les principaux usagers**

## des villes et un angle mort des planifications urbaines. Pensez-vous que l'urbanisme puisse aider à résoudre le défi migratoire ?

L'urbanisme ne peut rien résoudre sur ce plan, mais il peut contribuer à ne pas aggraver les choses. Dans les années 1990, j'ai travaillé en Suède, où les réfugiés étaient matériellement bien accueillis, surtout si on compare avec ce qui se passait dans d'autres pays, mais isolés dans des territoires certes bien équipés, mais qui leur étaient réservés, et se trouvaient trop loin du reste de la vie urbaine. Cette absence de porosité a engendré une situation où des enfants devenus adultes ne maîtrisent toujours pas la langue, ni leur pays d'accueil. Surtout, la plupart des réfugiés déplacés de force arrivent avec des traumatismes qu'il ne faut pas laisser se creuser en milieu clos pendant des décennies. La question de l'accueil des réfugiés et des migrants ne se réduit pas à chiffrer un nombre d'arrivants, mais à savoir comment on les accueille. La demi-mesure qui consiste à accueillir des migrants en les laissant isolés, entre eux, sans se donner les moyens de les intégrer et de les mélanger, n'est pas une bonne solution.

**Vous consacrez plusieurs pages au Googleplex construit par la multinationale à New York, dont vous jugez que non seulement il se détourne de la ville dans laquelle il s'implante, mais qu'il rate aussi son but d'offrir un lieu propice à la créativité de ses employés...**

C'est un point fondamental de toute la philosophie pragmatiste : l'expérience de la résistance est nécessaire pour penser, pour créer. Le Googleplex a créé un environnement où tout est accessible, de

la nourriture aux loisirs, un lieu transparent qui réduit toutes les résistances, mais aussi toutes les stimulations créatives. De manière générale, c'est comme pour les technologies informatiques : plus l'environnement est facile à utiliser, moins il est stimulant.

**Vous habitez depuis des années à Londres. Comment vivez-vous la situation politique actuelle ?**



Richard Sennett.

C'est une catastrophe. Ne croyez pas que le Brexit ne va pas finir par se faire brutalement, même si la situation est chaotique. La politique en Grande-Bretagne est devenue de plus en plus féroce, monochrome et simpliste. Aujourd'hui, une minorité parle au nom d'une majorité qui s'est disloquée depuis longtemps. On est face à un gouvernement d'extrême droite qui a capturé une partie de la droite, du centre, et même de la gauche. Il n'y a pas de vrais débats politiques et on se trouve face à une forme de coup d'État légal. Tout le monde réalise pourtant que la question n'est plus simplement l'immigration, mais l'économie, puisqu'on risque un recul du PIB supérieur à ce qu'a connu la Grèce, et la fin du Royaume-Uni, avec notamment une sécession de l'Écosse.

**Directeur de la publication :** Edwy Plenel

**Direction éditoriale :** Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel :** contact@mediapart.fr

**Téléphone :** + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie :** + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur :** la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.